



LE RAPPORT DES FRANÇAIS À L'AVORTEMENT ET LA QUESTION DE L'INSCRIPTION DE L'IVG DANS LA CONSTITUTION FRANÇAISE

Rapport d'étude de l'Ifop pour la
Fondation Jean Jaurès

29 juin 2022

Contacts Ifop :

François Kraus / Thomas Pierre

Pôle « Politique / Actualités »

06 61 00 37 76

francois.kraus@ifop.com



MÉTHODOLOGIE

- Les conditions de réalisation -



ÉCHANTILLON

L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de **1 009** personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.



MÉTHODOLOGIE

La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas au regard :

- De **critères sociodémographiques** : sexe, âge de l'individu
- De **critères socioprofessionnels** : profession de l'individu
- De **critères géographiques** : région et taille de l'unité urbaine de la commune résidence

Ces quotas ont été définis à partir des **données de l'INSEE** pour la population âgée de 18 à 24 ans résidant en métropole (**RP 2017**).



MODE DE RECUEIL

Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré du **28** au **29 juin 2022**.

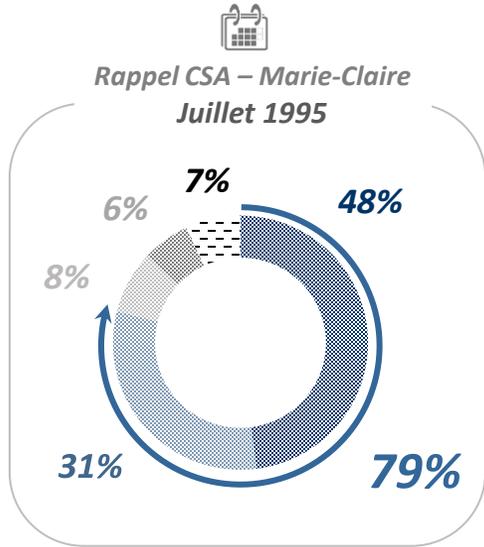
IMPORTANT : Si vous citez cette étude, merci de vous conformer à la loi du 25 avril 2016 qui impose de citer le nom de l'institut de sondage, le nom et la qualité du commanditaire, le nombre des personnes interrogées ainsi que les dates auxquelles il a été procédé aux interrogations. L'Ifop rappelle que « le fait de publier ou laisser publier, diffuser ou laisser diffuser un sondage en violation de la présente loi et des textes réglementaires applicables » est désormais puni d'une **amende de 75 000 €**.

POUR CITER CETTE ETUDE , IL FAUT UTILISER A MINIMA LA FORMULATION SUIVANTE :

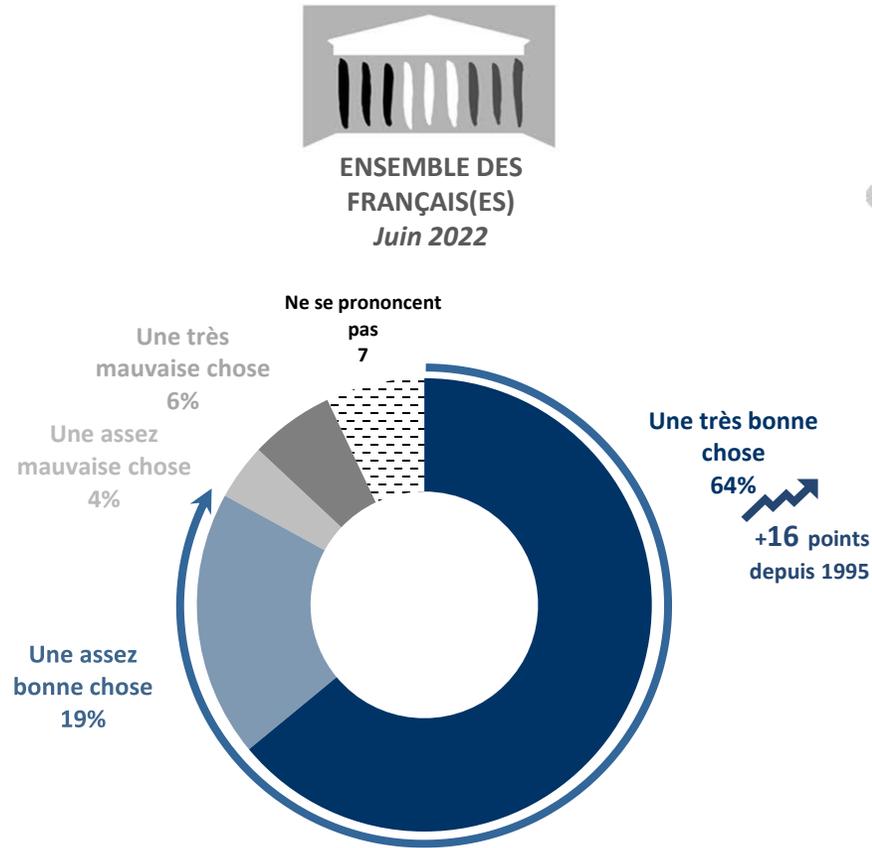
« Étude **Ifop** pour **la Fondation Jean Jaurès** réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 28 au 29 juin 2022 auprès d'un échantillon national représentatif de **1 009** personnes âgées de 18 ans et plus ».

L'ADHÉSION AU PRINCIPE DE L'AUTORISATION DE L'IVG PAR LA LOI FRANÇAISE

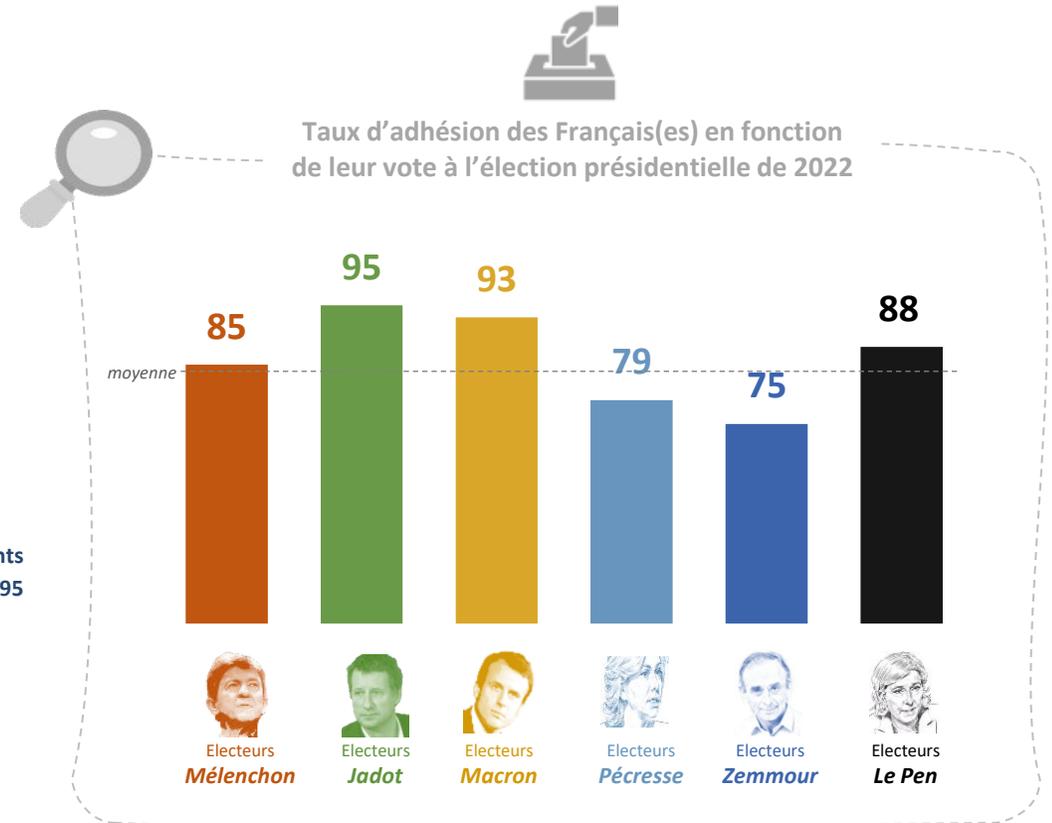
Question : De manière générale, estimez-vous que l'autorisation de l'Interruption Volontaire de Grossesse (IVG) par la loi française est.. ?



Etude CSA pour Marie Claire réalisée le 24 juillet 1995 auprès d'un échantillon national représentatif de 1 008 personnes âgées de 18 ans et plus.



83% des Français(es) jugent positivement l'autorisation de l'IVG par la loi française



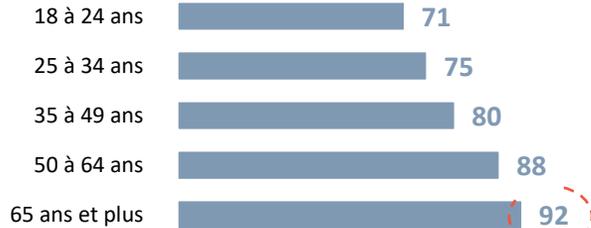
FOCUS sur le profil des Français(es) qui jugent positivement l'autorisation de l'IVG en France

Note de lecture : 92% des personnes âgées de 65 ans et plus jugent positivement l'autorisation de l'IVG en France

Sexe



Age



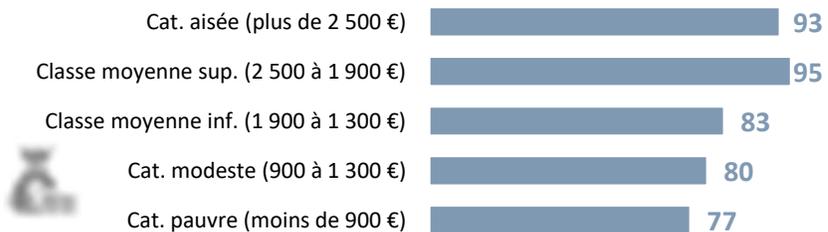
Niveau de diplôme



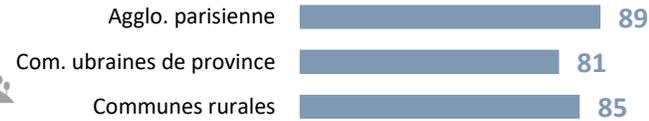
Catégorie socioprofessionnelle



Revenu mensuel net par U.C.



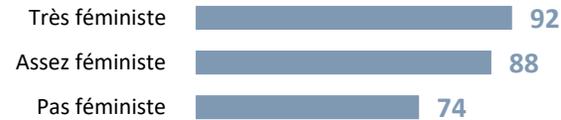
Catégorie d'agglomération



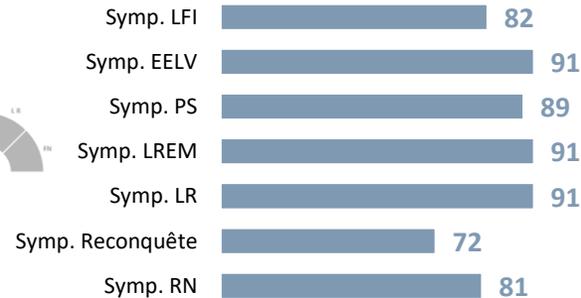
Région



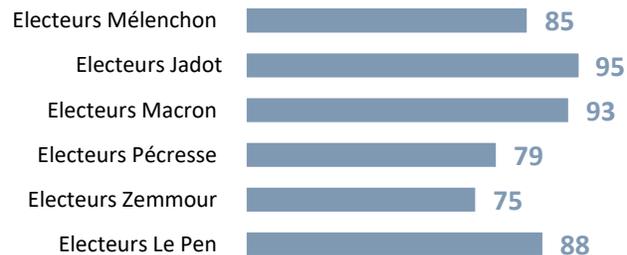
Sentiment d'être féministe



Proximité partisane actuelle



Vote à la présidentielle de 2022



Expérience personnelle de l'IVG (femmes)



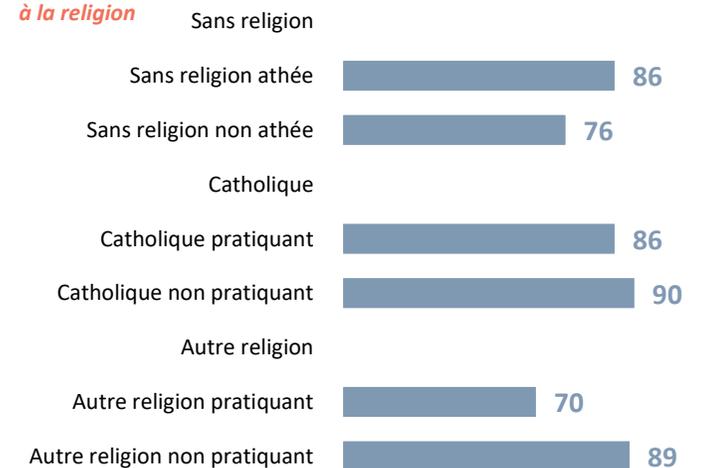
Affiliation religieuse



Rapport à la religion



Affiliation religieuse et rapport à la religion



LE JUGEMENT SUR CONDITIONS D'INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE

- Le soutien au droit d'avorter librement en France et dans différents pays -

Question : Et plus précisément, entre ces différentes législations en matière d'avortement, laquelle a votre préférence ?

Bases : 1 009 personnes âgées de 18 ans et plus résidant en France métropolitaine



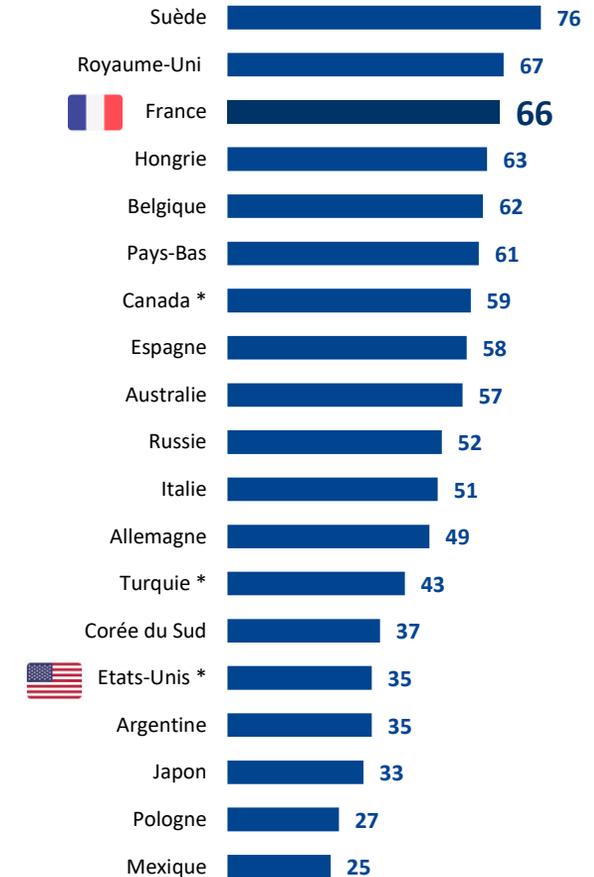
ENSEMBLE DES
FRANÇAIS(ES)
Juin 2022

Une femme **DOIT** avoir
le droit d'avorter
librement
78%



Rappel Ipsos Mai 2020

Proportion d'habitant(e)s estimant qu'une femme "**DOIT** avoir le droit d'avorter librement"



Etude IPSOS GLOBAL ADVISOR réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 22 mai au 5 juin 2020 auprès d'un échantillon national représentatif de 500 à 1000 personnes âgées de 16 à 74 ans dans chaque pays. Aux Etats-Unis, au Canada et en Turquie, le champs de l'étude était les personnes âgées de 18 à 74 ans. En raison des différences de cible et de constitution de l'échantillon, la comparaison des résultats de l'Ifop avec cette enquête est à interpréter avec prudence.

FOCUS sur le profil des Français(es) estimant qu'une femme a le droit d'avorter librement

Note de lecture : 82% des athées estiment qu'une femme doit avoir le droit d'avorter librement

Sexe



Age



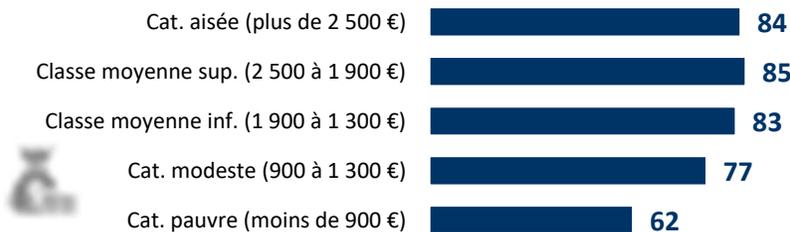
Niveau de diplôme



Catégorie socioprofessionnelle



Revenu mensuel net par U.C.



Catégorie d'agglomération



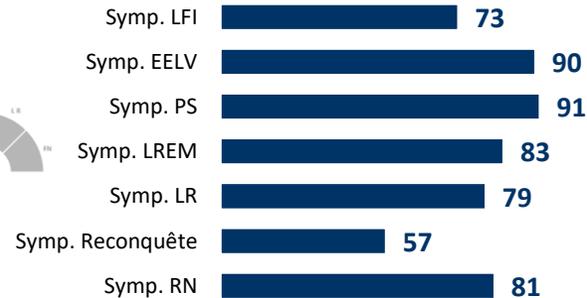
Région



Sentiment d'être féministe



Proximité partisane actuelle



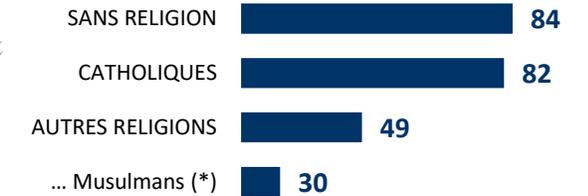
Vote à la présidentielle de 2022



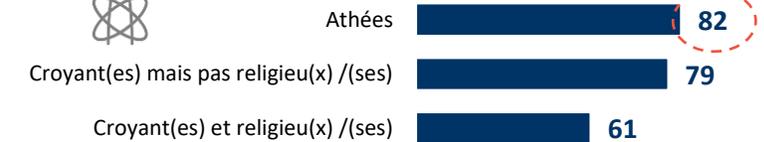
Expérience personnelle de l'IVG (femmes)



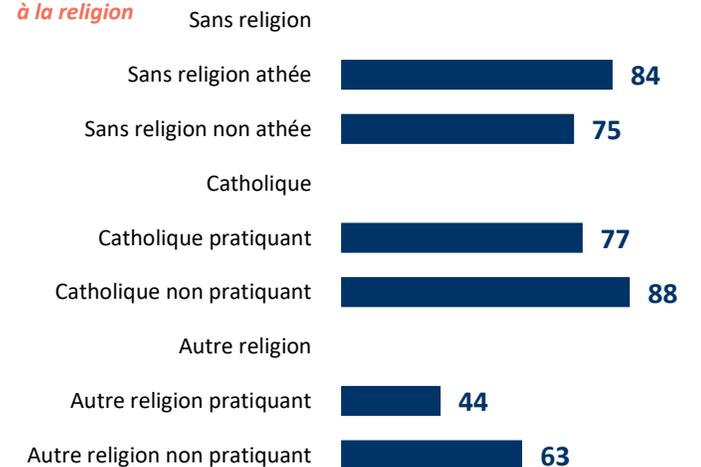
Affiliation religieuse



Rapport à la religion



Affiliation religieuse et rapport à la religion



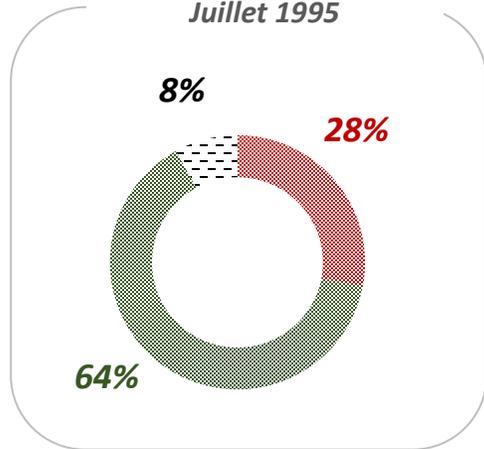
LA CRAINTE D'UNE POSSIBLE REMISE EN CAUSE DU DROIT À L'INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE EN FRANCE

Aux Etats-Unis, la Cour suprême a récemment révoqué le droit constitutionnel qui garantissait aux Américaines l'accès à l'avortement dans l'ensemble des 50 Etats américains.

Question : Personnellement, estimez-vous possible que le droit à l'interruption volontaire de grossesse puisse être remis en cause dans un avenir proche en France ?

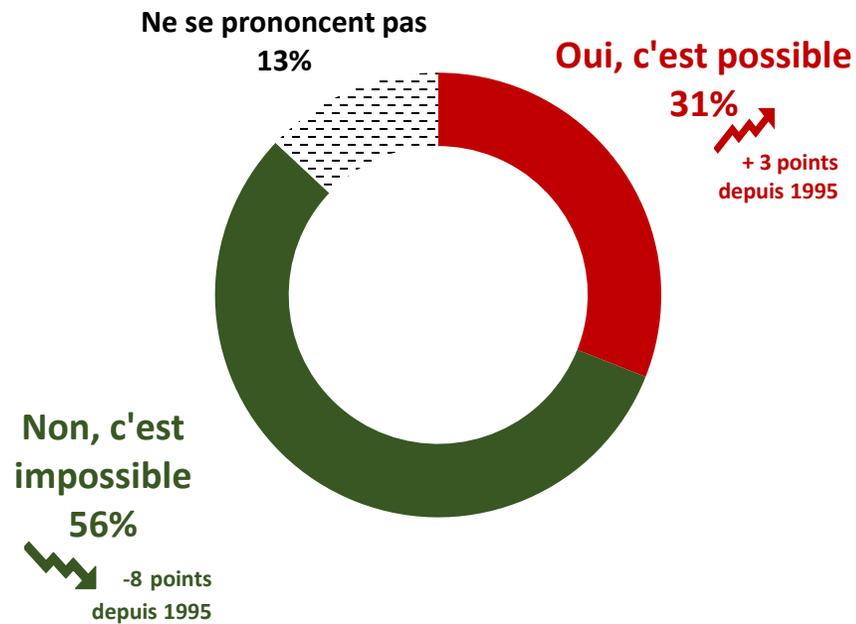


Rappel CSA – Marie-Claire
Juillet 1995



Etude CSA pour Marie Claire réalisée le 24 juillet 1995 auprès d'un échantillon national représentatif de 1 008 personnes âgées de 18 ans et plus.

ENSEMBLE DES
FRANÇAIS(ES)
Juin 2022



Proportion de Français(es) pour qui le droit à l'IVG peut être remis en cause en France parmi les personnes...

Sentiment d'être féministe



Rapport à la religion





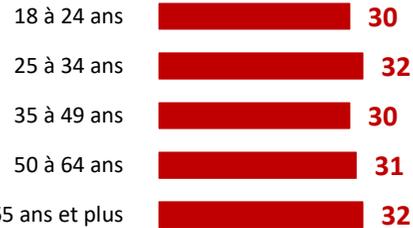
sur le profil des Français(es) pour qui le droit à l'IVG peut être remis en cause prochainement en France

Note de lecture : 37% des personnes très féministes estiment que le droit à l'IVG peut être remis en cause prochainement en France

Sexe



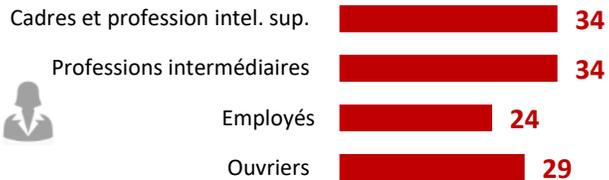
Age



Niveau de diplôme



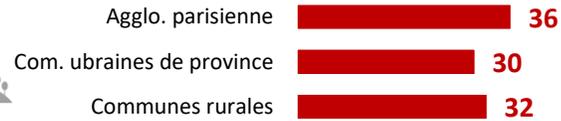
Catégorie socioprofessionnelle



Revenu mensuel net par U.C.



Catégorie d'agglomération



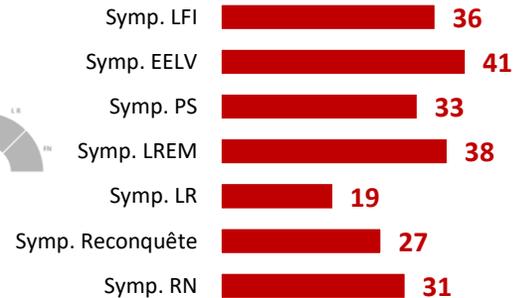
Région



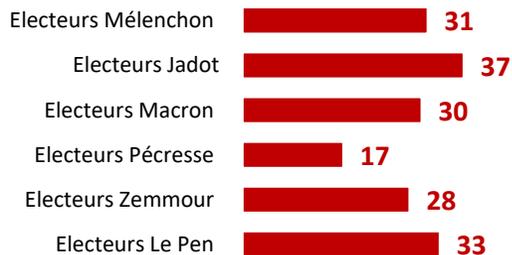
Sentiment d'être féministe



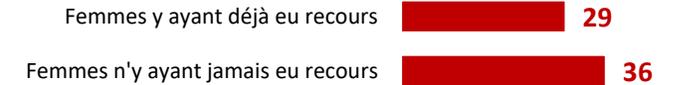
Proximité partisane actuelle



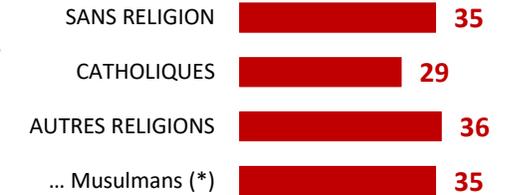
Vote à la présidentielle de 2022



Expérience personnelle de l'IVG (femmes)



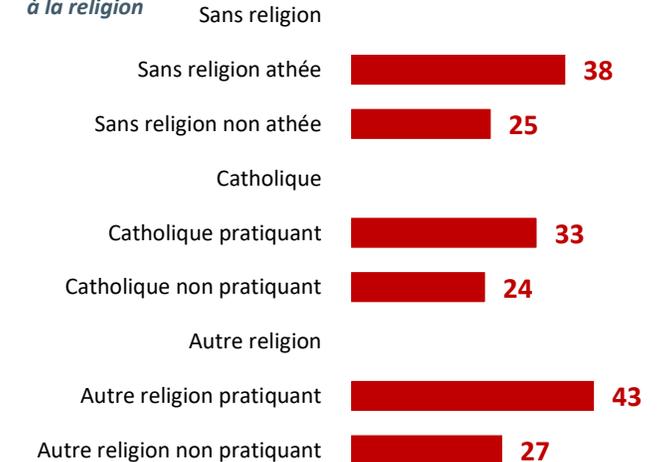
Affiliation religieuse



Rapport à la religion



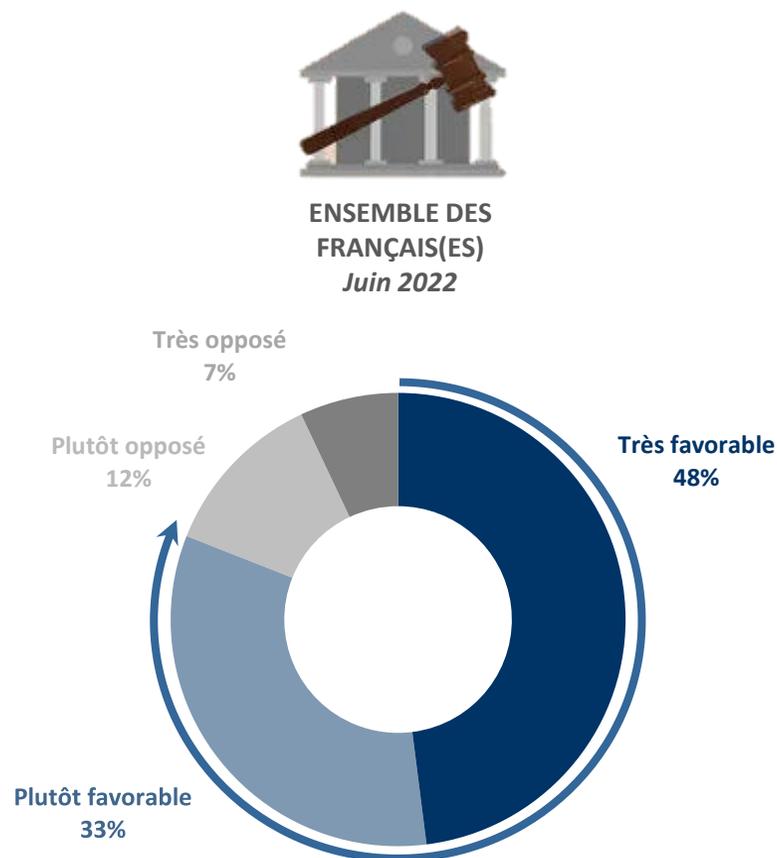
Affiliation religieuse et rapport à la religion



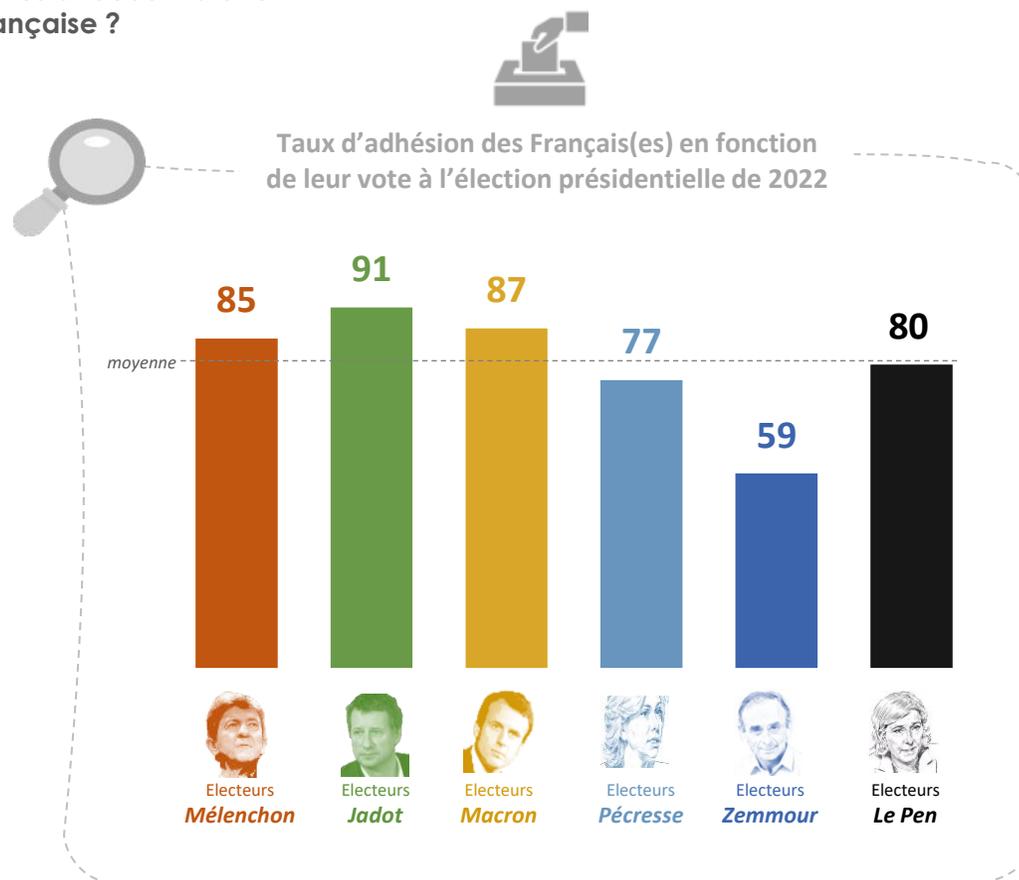
L'ADHÉSION À L'INSCRIPTION DE L'ACCÈS À L'IVG DANS LA CONSTITUTION FRANÇAISE

Après la décision de la Cour suprême américaine de révoquer le droit fédéral à l'avortement, des députés ont déposé une proposition de loi visant à inscrire dans la Constitution française le droit à l'Interruption Volontaire de Grossesse (IVG).

Question : Personnellement, êtes-vous favorable ou opposé à ce que le droit des femmes à recourir à une Interruption Volontaire de Grossesse (IVG) soit désormais inscrit dans la Constitution française ?

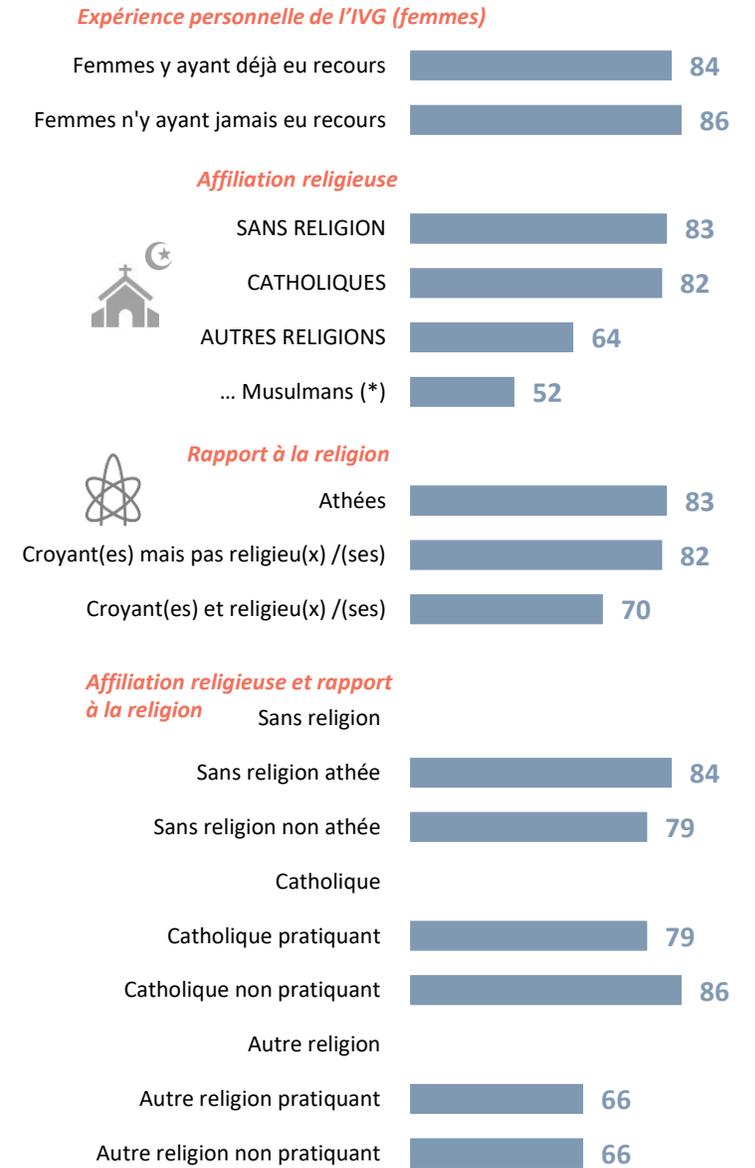
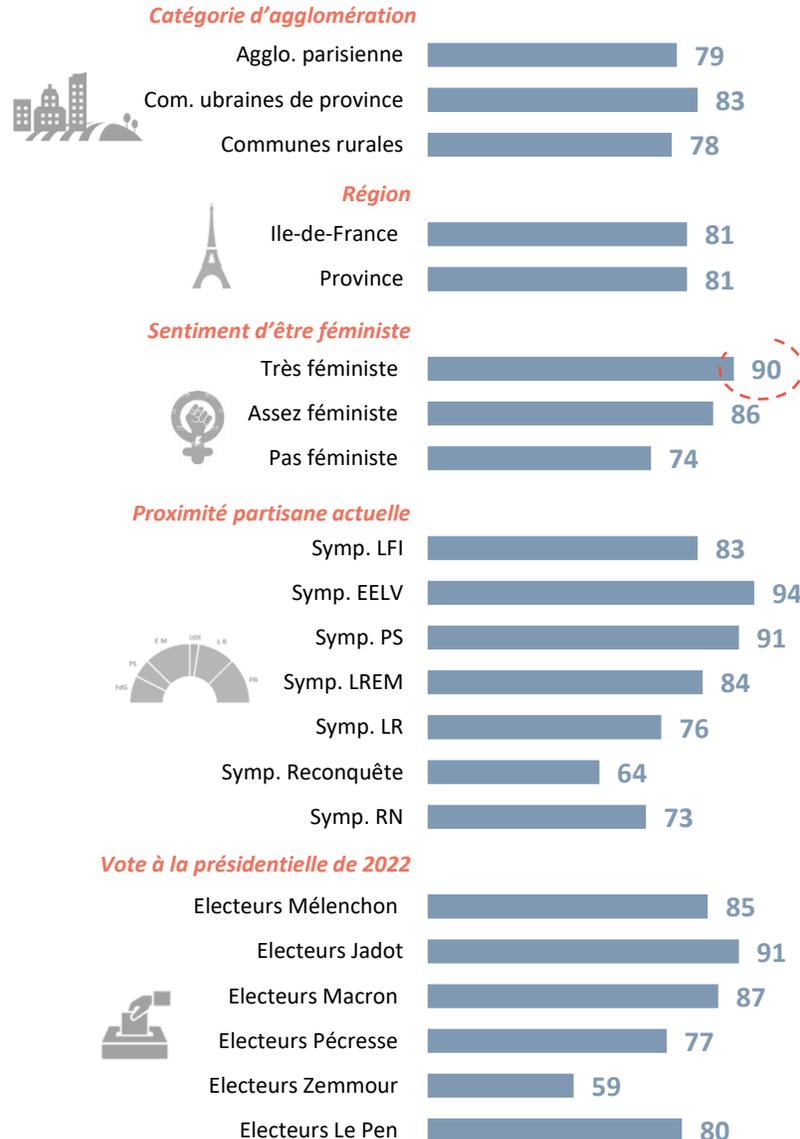
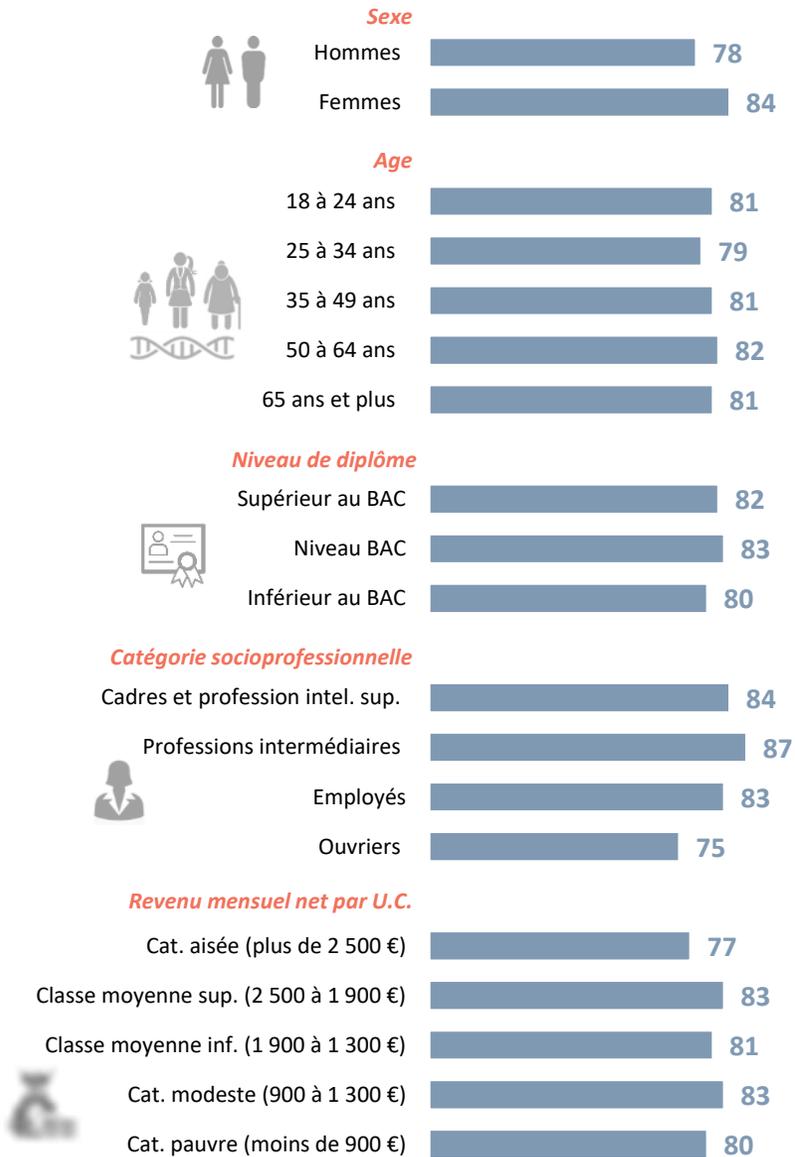


81% des Français(es) sont favorables à l'inscription de l'accès à l'IVG dans la constitution française



FOCUS sur le profil des Français(es) favorables à l'inscription de l'IVG dans la constitution

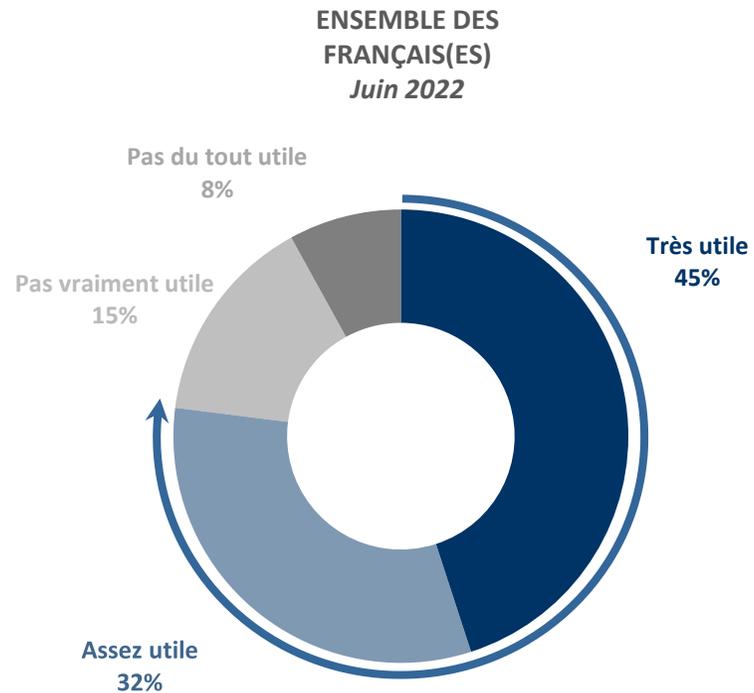
Note de lecture : 90% des personnes très féministes sont favorables à l'inscription de l'accès à l'IVG dans la constitution



LA PERCEPTION DE L'UTILITÉ DE L'INSCRIPTION DE L'ACCÈS À L'IVG DANS LA CONSTITUTION FRANÇAISE

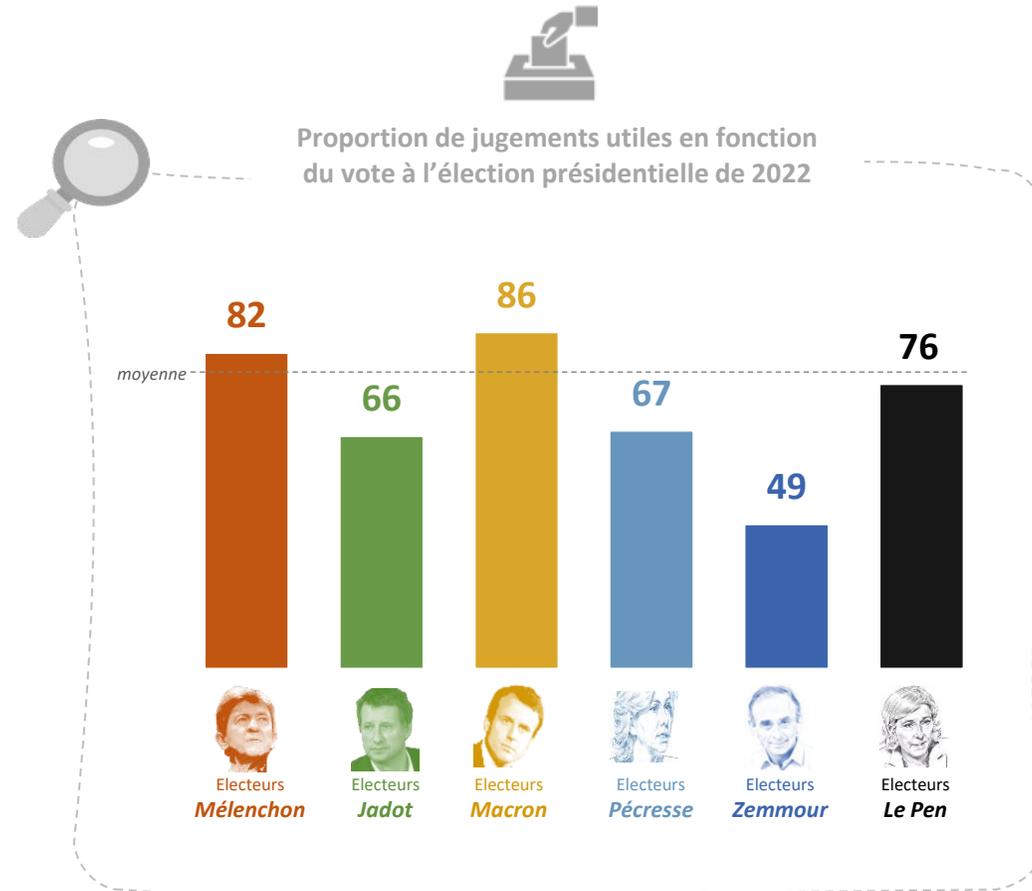
Une révision de la Constitution française nécessite que cette loi soit validée soit par référendum, soit par au moins les trois cinquièmes de l'ensemble des parlementaires (députés et sénateurs) réunis en Congrès.

Question : Au regard de ce que vous en savez, diriez-vous qu'inscrire le droit des femmes à recourir à une Interruption Volontaire de Grossesse (IVG) dans la Constitution française est.. ?



77% des Français(es) jugent utiles

l'inscription de l'accès à l'IVG dans la constitution française



FOCUS sur le profil des Français(es) jugeant « utile » l'inscription de l'IVG dans la constitution française

Note de lecture : 84% des femmes jugent « utile » l'inscription de l'accès à l'IVG dans la constitution française

Sexe



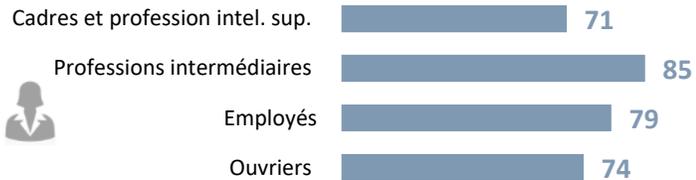
Age



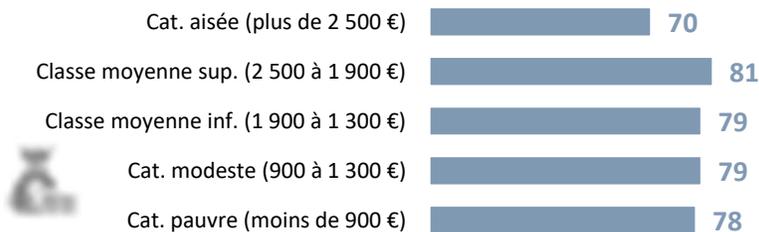
Niveau de diplôme



Catégorie socioprofessionnelle



Revenu mensuel net par U.C.



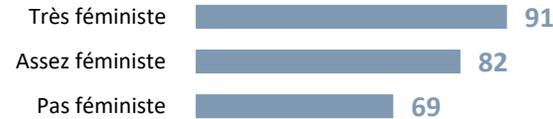
Catégorie d'agglomération



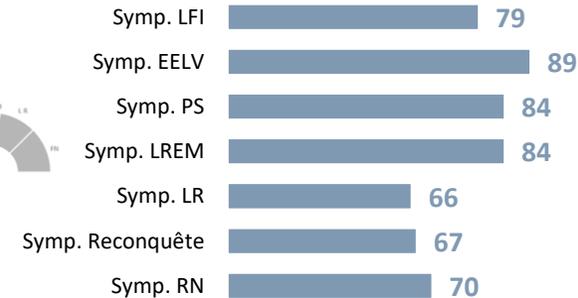
Région



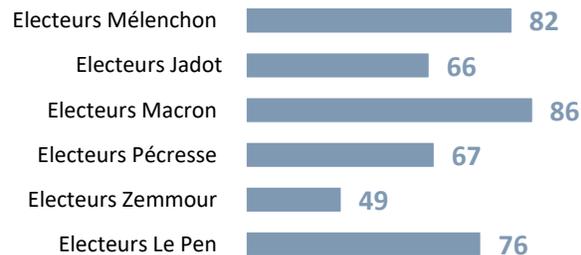
Sentiment d'être féministe



Proximité partisane actuelle



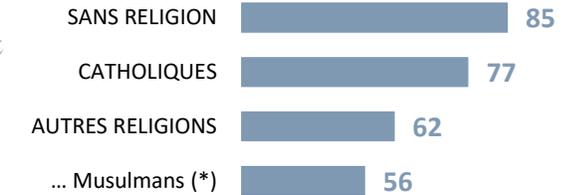
Vote à la présidentielle de 2022



Expérience personnelle de l'IVG (femmes)



Affiliation religieuse



Rapport à la religion



Affiliation religieuse et rapport à la religion

